



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 19 février 2019**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2019 – 06      COMMANDE PUBLIQUE - ACHATS**  
**AVENANT N° 3 A LA CONVENTION DE DEMATERIALISATION DES ACTES**  
**SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 12 février 2019, s'est réuni le mardi 19 février 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Philippe WESTRELIN, Patricia ROBIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, , Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Jocelyne BUSTAMANTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Mireille BANCEL, Corinne SANJUAN, Jean-Paul CAMERANO, Brigitte VIDAL.

PART EN COURS DE SEANCE :

- Monsieur Cyril DAUPHOUD (prend part aux délibérations N°1 à N°6)
- Madame Stéphanie MANDREA (prend part à la délibération N°1)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Valérie COPIN
- Monsieur Guillaume MELOT
- Madame Mékia Noura ADDAD
- Monsieur Ludovic BROSSY

- Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

- Madame Aline BOURDAIRE (prend part aux délibérations N°2 à N°22)

PROCURATION :

- Madame Valérie COPIN à Madame Dominique BOURRET
- Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Nicole NUTINI
- Madame Aline BOURDAIRE à Mélanie ZARRILLO
- Madame Stéphanie MANDREA à Monsieur Gilles RONDONI
- Monsieur Guillaume MELOT à Madame Imen CHERIF
- Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
- Monsieur Ludovic BROSSY à Monsieur Damien VOARINO
- Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI à Madame Mireille BANCEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 11 décembre 2018.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2019 - 09            SERVITUDE DE PASSAGE –COPROPRIETE LA BASTIDE  
9 TER BOULEVRAD VICTOR HUGO

Questions diverses :

/

DU 19 FEVRIER 2019

**COMMANDE PUBLIQUE - ACHATS**

**AVENANT N° 3 A LA CONVENTION DE DEMATERIALISATION DES ACTES SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE**

**RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT**

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'avenant n°3 à la convention initiale de dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité, ayant pour objet de prendre en compte la transmission des actes de la commande publique par voie électronique au représentant de l'État dans le département.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Service de la Commande publique et des Achats	Sans incidence financière	

Monsieur Philippe WESTRELIN expose :

Vu l'article L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 107 III de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Considérant que dans un souci de simplification des procédures et pour tenir compte des évolutions réglementaires et techniques, le Conseil Municipal du 30 juin 2011 a autorisé Monsieur le Maire à signer une convention pour la télétransmission des actes administratifs soumis au contrôle de légalité ;

Considérant que la convention signée le 21 juillet 2011 entre la Préfecture des Alpes-Maritimes et la Ville de Grasse prévoyait la nature des actes administratifs pouvant être adressés de manière dématérialisée au contrôle de légalité et excluait les actes de commande publique ;

Considérant que l'objectif est que la Ville puisse transmettre par voie électronique l'ensemble de ses actes et de leurs annexes, quelle que soit la matière, à l'exclusion des actes d'urbanisme et ceux relatifs au droit d'occupation des sols.

Aussi, l'avenant n°3 à la convention initiale de dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité a pour objet de prendre en compte une nouvelle extension du périmètre des actes de la collectivité transmis par voie électronique au « représentant de l'État » dans le département.

Ce périmètre supplémentaire concernera à présent la télétransmission des actes de commande publique. La ville s'engage par ailleurs à respecter les clauses de la « Charte de la dématérialisation des actes de la commande publique dans le département des Alpes-Maritimes » sous peine du rétablissement de la transmission sur support papier.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 6 février 2019,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 3 à la convention de dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité ci-annexé et d'accomplir toutes formalités nécessaires à leur mise en œuvre.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.